

BRÈVES SECTORIELLES

États-Unis

Une publication du SER des États-Unis
N°2024-12 du 22 mars 2024

Sommaire

Commerce et sanctions

1. Les pays de l'APEP structurent leur coopération sur les questions commerciales
2. Les États-Unis renoncent à faire appel du rapport de panel de l'OMC sur les olives espagnoles
3. Donald Trump menace d'imposer des droits de douane de 100 % sur les véhicules chinois originaires du Mexique

Climat – énergie – environnement

4. Le Département de l'Énergie publie un rapport sur les capacités de production de biomasse aux États-Unis
5. Le Département d'État relaie la déclaration conjointe États-Unis-Union européenne à l'issue du 11^e Conseil de l'énergie
6. Le Département de l'Énergie dévoile une feuille de route pour l'énergie géothermique

Transport et infrastructure

7. L'EPA publie son règlement final sur les normes d'émissions des véhicules produits entre 2027 et 2032

Industrie

8. Le Président Biden annonce une subvention de 8,5Md\$ en faveur d'Intel dans le cadre du CHIPS and Science Act

Distribution et divertissement

Brèves

Agriculture et industrie agroalimentaire

Brèves

Numérique et innovation

9. Nvidia annonce une nouvelle puce dédiée à l'intelligence artificielle générative
10. Le Département de la Justice accuse Apple de pratiques anticoncurrentielles sur le marché des smartphones
11. La Chambre des représentants adopte une proposition de loi interdisant la vente de données personnelles de citoyens américains à des pays adversaires

Vous pouvez retrouver les publications du SER, dont le Washington Wall Street Watch, [ici](#).

Commerce et sanctions

1. Les pays de l'APEP structurent leur coopération sur les questions commerciales

La première réunion ministérielle du pilier « commerce » du Partenariat des Amériques pour la prospérité économique (APEP) s'est tenue virtuellement le 18 mars. Selon le communiqué conjoint [publié](#) par le Bureau de la Représentante américaine au Commerce (USTR) à l'issue de la réunion, les 12 pays membres ont notamment discuté de la mise en œuvre de la Déclaration des chefs d'État, agréée lors du Sommet de l'APEP de novembre dernier [voir [Brèves sectorielles du 10 novembre 2023](#)], aux termes de laquelle les ministres en charge du commerce devraient travailler au développement d'« approches durables et inclusives des échanges commerciaux et d'investissement, [...] améliorer la prédictibilité et la transparence des environnements réglementaires [...] et éliminer les barrières à une intégration régionale plus profonde entre [leurs] pays ».

La réunion a ainsi été l'occasion pour les ministres de faire le point sur les travaux engagés au sein de trois comités nouvellement créés, sous l'égide d'un Conseil sur le commerce et la compétitivité (CTC), constitué de hauts fonctionnaires de chaque pays membre, afin de mener à bien les objectifs commerciaux de la Déclaration. Selon le communiqué, ces trois comités traitent respectivement : (i) les règles commerciales et la transparence ; (ii) les chaînes de valeur et d'approvisionnement durables ; et (iii) le commerce inclusif et les PME. Le communiqué conjoint indique que les ministres ont appelé le CTC à « maximiser [ses] efforts » en vue du second sommet de l'APEP, qui doit se tenir au Costa Rica en 2025, y compris en s'assurant que des chefs de file soient identifiés pour chaque comité et que ceux-ci tiennent leurs premières réunions aussi tôt que possible. Enfin, l'Équateur a proposé d'accueillir la prochaine réunion ministérielle Commerce en personne dans le courant de l'été.

2. Les États-Unis renoncent à faire appel du rapport de panel de l'OMC sur les olives espagnoles

Lors d'une réunion de l'Organe de règlement des différends (ORD) de l'OMC, le 19 mars, les États-Unis ont [fait part](#) de leur décision de « permettre l'adoption » du rapport de panel de conformité publié le 20 février dernier dans le cadre du différend relatif aux droits compensateurs américains en vigueur sur les importations d'olives de table originaires d'Espagne [voir [Brèves sectorielles du 23 février 2024](#)]. Les États-Unis ont néanmoins [exprimé](#) leur « déception » quant à l'analyse de ce panel selon laquelle les actions qu'ils avaient mises en œuvre n'étaient pas suffisantes et les dispositions de la législation américaine sur lesquelles se fondait l'imposition des droits compensateurs étaient toujours incompatibles avec le droit de l'OMC. Remarquant que le rapport du panel de conformité ne leur prescrivait pas de mesures spécifiques à prendre afin de se mettre en

conformité avec le droit de l'OMC, les États-Unis ont indiqué qu'ils consulteraient les parties prenantes américaines et l'Union européenne, avec laquelle ils « désir[aient] travailler [...] pour résoudre ce différend ».

De son côté, l'Union européenne a [souligné](#) lors de la même réunion de l'ORD que les conclusions du panel de conformité ne « laissent aucun doute » sur le fait que les États-Unis ne s'étaient pas mis en conformité et a dit espérer un « engagement constructif » de la partie américaine afin de « résoudre cet irritant commercial une fois pour toutes ». Elle a également précisé qu'elle se « réservait » le droit de prendre de nouvelles mesures dans le cadre de l'OMC « si les États-Unis ne n'agiss[aient] pas immédiatement afin de mettre en œuvre le rapport du panel ».

3. Donald Trump menace d'imposer des droits de douane de 100 % sur les véhicules chinois originaires du Mexique

En campagne dans l'État de l'Ohio, le 16 mars, Donald Trump a [évoqué](#) d'importants investissements d'entreprises chinoises dans le secteur de l'automobile au Mexique et suggéré que ceux-ci constituaient une stratégie de la Chine afin de profiter du régime tarifaire préférentiel de l'accord États-Unis-Mexique-Canada (USMCA) pour exporter ses véhicules vers les États-Unis. Lors de son discours, D. Trump a feint de s'adresser au Président chinois Xi Jinping pour indiquer son intention d'imposer « un droit de douane de 100 % sur chaque véhicule qui passe[rait] la frontière [entre le Mexique et les États-Unis] s[il était] élu ».

Cette déclaration est intervenue dans le contexte où les sénateurs républicains Josh Hawley (R-Missouri) et Marco Rubio (R-Floride), qui ont publiquement exprimé leur soutien à la candidature de D. Trump, ont récemment introduit plusieurs propositions de loi visant à traiter les véhicules produits par des entreprises chinoises comme étant originaires de Chine, quel que soit leur lieu de production effectif [voir [Brèves sectorielles du 1^{er} mars 2024](#) et du [8 mars 2024](#)]. Le sénateur M. Rubio [figurerait](#) également parmi les personnalités envisagées pour devenir colistier du candidat D. Trump.

Par ailleurs, le 15 mars, le représentant Jim Banks (R-Indiana), membre de la Commission spéciale sur le Parti communiste chinois de la Chambre, avait [adressé](#) une lettre à la Secrétaire américaine au Commerce Gina Raimondo, l'appelant à ouvrir une enquête sur la menace que les importations américaines de véhicules électriques poseraient à la sécurité nationale des États-Unis, en vertu de la Section 232 du Trade Expansion Act de 1962. La lettre ne mentionne pas le Mexique, mais souligne que la Chine aurait une « longue histoire de contournement des droits de douane par la réalisation de la majorité des étapes de fabrication d'un certain produit [dans son propre territoire] puis l'acheminement de ce produit vers un pays tiers pour des tâches de finition mineures, permettant au produit d'être considéré comme originaire du pays tiers au lieu de la Chine ».

Brèves

- Dans une lettre en date du 18 mars, 20 représentants, majoritairement républicains, ont [appelé](#) le Président Biden et la Représentante américaine au Commerce (USTR) Katherine Tai à rechercher l'élimination des barrières commerciales à l'accès aux marchés étrangers pour les carburants d'aviation durables américains, y compris par la négociation d'accords de libre-échange. Dans une seconde lettre, [adressée](#) le même jour à K. Tai et au Secrétaire américain à l'Agriculture Tom Vilsack, le même groupe de représentants a exhorté l'administration à agir pour améliorer l'accès de l'éthanol américain au marché brésilien, le Brésil ayant récemment imposé de nouveaux droits de douane sur les importations de ce carburant.
- Le 15 mars, le Département américain du Trésor a [sanctionné](#) la société de transport maritime Vishnu Inc., dont le navire Lady Sofia était impliqué dans le transport illicite de biens vers la Chine au profit des Gardiens de la révolution iraniens (IRGC) et du facilitateur financier houthi Sa'id al-Jamal, lui-même sous sanctions américaines.
- Le 20 mars, le Département américain du Trésor a [sanctionné](#) trois réseaux de production et de distribution de fibre de carbone et d'autres matériaux utilisés dans la fabrication de missiles iraniens. Les entités sanctionnées sont basées en Iran, en Turquie, à Oman et en Allemagne.
- Le 20 mars, le Département américain du Trésor a [sanctionné](#) deux individus de nationalité russe et deux entités basées en Russie en raison de leur implication dans des campagnes d'influence étrangères malveillantes, y compris des tentatives d'usurpation d'identité de médias.

Climat – énergie – environnement

4. Le Département de l'Énergie publie un rapport sur les capacités de production de biomasse aux États-Unis

Le 15 mars, le Bureau des technologies de bioénergies (BETO) du Département américain de l'Énergie (DoE) a [publié](#) le rapport BT23 (Billion-Ton 2023) sur la production de biomasse. Il montre que les États-Unis pourraient tripler leur production pour atteindre plus d'un milliard de tonnes par an. Le rapport, quatrième d'une série d'évaluations des ressources potentielles en biomasse aux États-Unis depuis 2005, révèle qu'un milliard de tonnes de biomasse pourrait satisfaire l'intégralité de la demande prévue de carburant d'avion dans le pays, ce qui permettrait aux États-Unis de décarboner complètement l'industrie aéronautique avec du carburant d'aviation durable (SAF).

Le rapport BT23 analyse la capacité de production de biomasse d'une soixantaine de ressources, dont plusieurs n'ont encore jamais fait l'objet d'une évaluation du DoE. Il s'agit notamment des cultures oléagineuses d'hiver, des arbres et des broussailles récoltés dans les forêts pour prévenir les incendies de forêt, des macroalgues telles que les algues cultivées dans les fermes océaniques et du dioxyde de carbone provenant de l'industrie. Le rapport souligne que la grande dispersion et la variété de ces ressources permettent que les avantages d'une production accrue de biomasse s'étendent aux zones rurales comme urbaines.

5. Le Département d'État relaie la déclaration conjointe États-Unis-Union européenne à l'issue du 11^e Conseil de l'énergie

Le 15 mars, le Département d'État américain (DoS) a [publié](#) le texte de la déclaration formulée conjointement par les États-Unis et l'Union européenne, à l'occasion du 11^e Conseil sur l'énergie. Le texte, composé de 24 points, souligne en particulier trois axes majeurs :

- Le Conseil s'est félicité de l'adhésion formelle de l'Ukraine au Réseau européen des gestionnaires de réseau de transport d'électricité (ENTSO-E) et a réitéré son engagement ferme à faire face, par des mesures adéquates, aux efforts de la Russie visant à déstabiliser les marchés mondiaux de l'énergie et à contourner les sanctions.
- Le Conseil s'est félicité de la décision du Conseil européen du 14 décembre 2023 d'ouvrir des négociations d'adhésion à l'UE avec l'Ukraine et la République de Moldavie. Le Conseil entend en outre continuer à soutenir la transition économique et énergétique à long terme de ces pays vers la neutralité climatique et l'intégration dans le système énergétique de l'UE, en particulier en accélérant le développement des infrastructures et des interconnexions énergétiques. Le Conseil a également réaffirmé l'intention d'approfondir leur coopération afin de soutenir l'intégration régionale et les investissements dans le secteur de l'énergie pour parvenir à la neutralité climatique dans les Balkans occidentaux, notamment en soutenant les efforts de décarbonisation et en supprimant progressivement, dès que possible, leur dépendance à l'égard du charbon et des importations de gaz naturel et de pétrole russes.
- Les États-Unis et l'UE se sont engagés à continuer de coopérer étroitement, aux niveaux multilatéral et bilatéral, pour encourager les investissements et les politiques, normes et réglementations complémentaires dans le cadre de la transition vers la neutralité climatique. En particulier, les États-Unis et l'UE ont annoncé leur intention de travailler de manière transparente dans le cadre du dialogue sur les incitations en faveur des énergies propres, afin d'éviter un jeu à somme nulle et une distorsion des flux commerciaux et d'investissement transatlantiques.

6. Le Département de l'Énergie dévoile une feuille de route pour l'énergie géothermique

Le 18 mars, le Département américain de l'Énergie (DoE) a [annoncé](#) la publication de son dernier rapport axé sur le potentiel de l'énergie géothermique de nouvelle génération pour transformer le paysage énergétique américain.

Le DoE met en avant cinq principales conclusions de ce rapport :

- Grâce à l'utilisation de technologies de nouvelle génération, l'énergie géothermique a le potentiel de voir sa capacité installée être multipliée par plus de 20 d'ici 2050, pour atteindre 90 GW, et potentiellement beaucoup plus.
- Les 300 000 travailleurs du secteur pétrolier et gazier, pourraient potentiellement être employés dans ce secteur et utiliser leurs compétences existantes pour faire progresser l'énergie géothermique.
- La géothermie de nouvelle génération présente des avantages qui la rendent propice à une mise à l'échelle rapide en raison de la technologie, des chaînes d'approvisionnement et de la main-d'œuvre hautement transférables et existantes.
- La technologie géothermique de nouvelle génération permet d'éliminer le besoin de réservoirs ou de systèmes artificiels dans le sous-sol, rendant les ressources thermiques accessibles dans tout le pays.
- Des modèles de tarification concurrentiels peuvent permettre à l'énergie géothermique de nouvelle génération d'être aussi rentable que les autres sources d'énergie.

Brèves

- Le 19 mars, l'Agence américaine d'information sur l'énergie (US EIA) a [souligné](#) que les fusions et acquisitions en 2023 ont permis la consolidation du secteur de l'exploration et de la production de pétrole brut et de gaz naturel. Les dépenses de fusions et acquisitions ont augmenté pour atteindre 234 Md\$, soit le montant le plus élevé depuis 2012 (corrigé de l'inflation). Les récentes transactions marquent un retour à la tendance antérieure de consolidation des sociétés pétrolières aux États-Unis, après que les transactions aient diminué dans un contexte de forte volatilité du marché pétrolier de 2020 à 2022. Deux transactions en cours marquent cette actualité : l'acquisition annoncée de Pioneer Natural Resources par ExxonMobil pour 64,5 Md\$ et celle de Hess Corporation par Chevron pour 60 Md\$. Ces transactions sont les plus importantes en valeur réelle depuis l'acquisition d'Anadarko Petroleum Corporation par Occidental Petroleum Corporation pour un coût d'acquisition total de 55 Md\$ en 2019.

Transport et infrastructure

7. L'EPA publie son règlement final sur les normes d'émissions des véhicules produits entre 2027 et 2032

Le 20 mars, au cours d'un événement rassemblant les principales parties prenantes du secteur automobile, l'administrateur de l'Agence de protection de l'environnement (US EPA), Michael Regan, a [dévoilé](#) le règlement final relatif aux normes d'émissions maximales de gaz à effet de serre et autres polluants atmosphériques applicables aux véhicules légers et intermédiaires (*light and medium-duty vehicles*) pour les années-modèles 2027 à 2032. Le communiqué indique ces normes permettront d'éviter plus de 7 milliards de tonnes d'émissions de carbone et procureront près de 100 Md\$ d'avantages nets annuels à la société, dont 13 Md\$ d'avantages annuels pour la santé publique grâce à l'amélioration de la qualité de l'air et 62 Md\$ de réduction des coûts annuels de carburant, d'entretien et de réparation pour les conducteurs. Par rapport au projet de règlement initial soumis à consultation il y a presque un an [voir [Brèves sectorielles du 14 avril 2023](#)], l'administration fédérale acte dans ce texte définitif le maintien global de son ambition à l'horizon 2032, tout en lissant le rythme pour y parvenir. Ainsi, si la cible retenue finalement pour la moyenne des véhicules légers de l'année-modèle 2032 s'établit à 85 gCO₂/mile (53 gCO₂/km), un niveau similaire aux 82 gCO₂/mile (51 gCO₂/km) du projet initial, les cibles intermédiaires pour les années-modèles 2027 à 2031 ont toutes été relevées de 10 % à 23 %. L'EPA indique que ces ajustements laisseront plus de temps à l'industrie automobile pour mettre en place les chaînes d'approvisionnement pour la fabrication de véhicules propres.

L'EPA souligne que l'élaboration de ce règlement s'inscrit dans la continuité de la conception « technologiquement neutre » et « axée sur la performance » des normes existantes, estimant que le texte accorde la flexibilité nécessaire aux constructeurs automobiles pour décider de la meilleure combinaison de technologies à privilégier « pour eux-mêmes et pour leurs clients » pour se conformer à ces normes.

Le communiqué de l'EPA reprend les déclarations de plusieurs parties prenantes exprimant leur satisfaction à propos du règlement final :

- Le principal syndicat de travailleurs du secteur automobile, l'UAW (United Automobile Workers), a salué la prise en compte de ses préoccupations, estimant que l'EPA avait fait des progrès significatifs pour fixer des règles « plus faisables », « qui protègent les travailleurs qui produisent des véhicules thermiques, tout en offrant une voie à suivre aux constructeurs pour mettre en œuvre tout l'éventail des technologies automobiles pour réduire les émissions ».

- La principale fédération de l'industrie automobile américaine, l'Alliance for Automotive Innovation, s'est montrée satisfaite des objectifs ajustés d'électrification pour les prochaines années. Qualifiés de « toujours ambitieux », ils devraient ainsi, selon l'Alliance, « donner une chance au marché et aux chaînes d'approvisionnement de rattraper leur retard », permettre de « gagner du temps pour rendre disponibles davantage de bornes de recharge publiques » et permettre aux dispositions de l'IRA de « faire leur travail », tout en « préservant la capacité des consommateurs à choisir le véhicule qui leur convient ».
- L'association environnementale Environmental Defense Fund (EDF) a accueilli le règlement final comme « une réussite américaine » qui permettra de « sabrer la pollution climatique et la pollution de l'air », tout en créant « plus d'emplois pour les travailleurs, plus de choix et d'économies pour les consommateurs, et un avenir plus sain pour [les] enfants ».

L'association des producteurs de maïs (NCGA) a vivement [réagi](#) à la publication de ce règlement, craignant de perdre un débouché pour leur production, alors que 40 % du maïs produit aux États-Unis est à destination de la production de bioéthanol utilisé par les véhicules thermiques.

Industrie

8. Le Président Biden annonce une subvention de 8,5 Md\$ en faveur d'Intel dans le cadre du CHIPS and Science Act

Le Président Biden a [annoncé](#) le 20 mars, à l'occasion d'un déplacement en Arizona, que l'entreprise américaine Intel bénéficiera d'une subvention de 8,5 Md\$ dans le cadre du CHIPS and Science Act. Ce financement permettra de financer les projets d'Intel en Arizona, dans l'Ohio, le Nouveau-Mexique et l'Oregon, pour la construction ou la modernisation d'usines de fabrications de semi-conducteurs et d'*advanced packaging*, ainsi que pour le renforcement des installations de R&D. Outre cette subvention, Intel percevra le crédit d'impôt de 25 % sur ses 100 Md\$ d'investissements prévus dans des nouvelles installations et équipements de fabrication de semi-conducteurs, toujours dans le cadre du CHIPS and Science Act, portant ainsi le soutien fédéral à 33,5 Md\$ au total. Par ailleurs, Intel bénéficiera d'un prêt de l'État fédéral à hauteur de 11 Md\$. Selon la Maison-Blanche, les investissements d'Intel sur les cinq prochaines années devraient générer environ 30 000 emplois, dont 10 000 emplois qualifiés dans l'industrie des semi-conducteurs, et environ 20 000 supplémentaires pour la construction des futurs sites manufacturiers. Cette annonce fait suite au discours de la Secrétaire au Commerce Gina Raimondo le 26 février dernier au CSIS, qui précisait que 170 entreprises avaient déposé une demande de financement, totalisant 70 Md\$ de demande agrégée, pour une enveloppe de 28 Md\$ sur le *leading-edge*. Les entreprises ont été

prévenues que la majorité touchera la moitié ou moins du montant initialement demandé, afin de privilégier des projets conséquents permettant d'atteindre les objectifs de production d'ici 2030.

Distribution et divertissement

Brèves

- Le 18 mars, les groupes de presse américains Gannett, propriétaire d'USA Today et de plusieurs médias locaux, et McClatchy, détenteur de 29 journaux dans 14 États différents, ont respectivement [annoncé](#) mettre fin à leur partenariat commercial avec Associated Press (AP), qui fournit une base d'informations et d'images aux groupes de presse partenaires. Les deux groupes de presse justifient cette décision par une participation financière jugée trop importante au regard de l'utilité pour les lecteurs du contenu fourni par AP. Interrogé par le NY Times, AP a assuré que le départ de Gannett et McClatchy ne nuirait pas à son équilibre financier, les licences d'utilisation de son contenu ne représentant que 10 % de ses revenus. Si Gannett a indiqué avoir signé un nouveau partenariat avec Reuters, McClatchy a annoncé continuer de travailler avec AP pour bénéficier de ses données de résultats électoraux, AP étant le média le plus fiable en la matière grâce à 4 000 journalistes répartis dans 50 États lors d'élections nationales.

Agriculture et industrie agroalimentaire

Brèves

- À l'occasion de la conférence de presse adossée à la présentation de la demande de budget 2025 pour le Département de la Santé et des services sociaux (HHS), le Secrétaire à la Santé Xavier Becerra a [annoncé](#) que le HHS travaillera sur les conditions de travail en extérieur des ouvriers agricoles. Le Département du Travail [recensait](#) en moyenne 33 décès de travailleurs en extérieur du fait de leur exposition à des températures trop élevées. Le HHS compte en outre travailler sur l'exposition aux fumées d'incendies, plusieurs réunions de travail sur le sujet étant programmées jusqu'en décembre 2024.
- Le Service d'inspection et de la sécurité alimentaire de l'USDA (FSIS) a [annoncé](#) prolonger la phase de test des lignes de transformation de poulet à haute vitesse. Le FSIS avait initié en septembre 2022 une étude pour évaluer les effets de

l'augmentation de la vitesse des lignes d'éviscération de poulet, de 140 carcasses par minute à 175 carcasses par minute, dans une cinquantaine d'établissement.

L'expérimentation devait durer un an, entre le 31 mars 2023 et le 31 mars 2024. Les établissements devaient, en échange de la dérogation, fournir des données et rapports sur la manière dont le changement de vitesse affectait la sécurité des travailleurs. Le FSIS prolonge les dérogations jusqu'au 15 novembre 2024 pour permettre à des experts en sécurité des travailleurs de conduire des visites.

- Le Département du Travail a [annoncé](#) avoir constaté des violations au droit du travail chez 90 % des 240 employeurs agricoles enquêtés dans les États du Sud-Est. Ces violations ont mené à des recouvrements, des amendes et à l'exclusion de ces employeurs du programme H2-A, programme de visas pour des travailleurs agricoles temporaires.

Numérique et innovation

9. Nvidia annonce une nouvelle puce dédiée à l'intelligence artificielle générative

Le PDG de Nvidia Jensen Huang a [annoncé](#) lors de la conférence GTC, organisée par le groupe chaque année, une nouvelle puce GPU dédiée à l'entraînement des modèles d'IA, baptisée Blackwell en hommage à un mathématicien américain. La nouvelle popularité de cette conférence, passée de 9 000 participants il y a cinq ans à 300 000 en présentiel ou en ligne cette année, constitue un symbole de l'importance prise par le fabricant américain de cartes graphiques (GPU) sur ce marché. Le CEO a également annoncé une « super puce » couplant deux GPU avec un processeur (CPU), ainsi qu'un nouveau « super ordinateur », contenant 576 GPU et 288 CPU. Nvidia promet de pouvoir entraîner des modèles comptant jusqu'à 10 000 Md de paramètres, quand GPT-4, la dernière version du modèle de langage d'OpenAI, n'en totalise que 1 700 Md. Les grands acteurs du cloud, dont Microsoft, Amazon et Google, seront parmi les premiers clients. L'objectif de Nvidia est de conserver une longueur d'avance technologique face à la concurrence : en décembre 2023, AMD a lancé son premier accélérateur dédié à l'IA générative – Microsoft et Meta font partie de ses premiers clients. Intel pourrait suivre rapidement. Microsoft, Google, Amazon et Meta développent aussi leurs propres puces d'IA, essentiellement pour un usage interne. Enfin, de nouveaux acteurs pourraient émerger, Sam Altman, le PDG d'OpenAI, et Masayoshi Son, à la tête de Softbank, ayant annoncé être à la recherche de fonds pour se lancer dans la production de puces dédiées à l'IA. En attendant, Nvidia poursuit sa croissance exceptionnelle, avec pour le dernier trimestre 2023 un quasi triplement de son chiffre d'affaires et des profits multipliés par près de neuf.

10. Le Département de la Justice accuse Apple de pratiques anticoncurrentielles sur le marché des smartphones

Le 21 mars, le Département de la Justice (DoJ) ainsi qu'un groupe de 15 États américains ont [lancé](#) un nouveau contentieux contre Apple. Le DoJ estime que les pratiques d'Apple sur le marché du smartphone auraient lésé les consommateurs et les développeurs d'applications par des prix et des frais plus élevés, tout en limitant la capacité d'innovation des concurrents de l'entreprise. La plainte du DoJ porte sur la mise en place d'un jardin clos (*walled garden*) par l'entreprise afin de limiter la pression exercée par ses concurrents. Sont notamment visées les pratiques conduisant à imposer des clauses défavorables aux développeurs d'applications, à empêcher la valorisation par des développeurs rivaux de certaines fonctionnalités des iPhones, ou encore à limiter l'interopérabilité de certains services et prestations (par exemple la limitation des services de streaming et l'incompatibilité entre l'iPhone et des montres connectées développées par des tiers). Ce contentieux est le troisième introduit par le DoJ contre Apple depuis 2010.

11. La Chambre des représentants adopte une proposition de loi interdisant la vente de données personnelles de citoyens américains à des pays adversaires

La Chambre des représentants a [adopté](#) le 20 mars une proposition de loi interdisant aux courtiers en données de céder des données personnelles sensibles à des adversaires des États-Unis (la Chine, la Corée du Nord, Cuba, l'Iran, Russie et le Venezuela). Le champ des données couvertes par la proposition de loi comprend notamment les données de géolocalisation, toute information permettant d'identifier des membres des forces armées des États-Unis ainsi que toute information personnelle de citoyens américains âgés de moins de 17 ans. Le texte – introduit par les représentants Frank Pallone (D-New Jersey) et Cathy McMorris Rodgers (R-Washington) – a été adopté à l'unanimité en séance. Certains sénateurs ont d'ores et déjà exprimé un soutien à l'initiative, à l'instar de Maria Cantwell (D-Washington) et Cynthia Lummis (R-Wyoming). La proposition de loi reprend en grande partie certaines dispositions du décret présidentiel sur les transferts de données adopté le 28 février [voir [Brèves sectorielles du 1^{er} mars 2024](#)].

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Washington
washington@dgtrésor.gouv.fr

Rédaction : SER des États-Unis
Abonnez-vous [ici](#)